

ÉDITION 9/2023

SBV
SSE
SSIC 

JOURNAL SUISSE DES ENTREPRENEURS

**Un projet national
pour un approvi-
sionnement garanti**

**CN en danger avec
les salaires mini-
maux cantonaux**

SOUS LA LOUPE

**Les axes
politiques
du secteur
de la
construction**



Candidats de la SSE pour les élections 2023

Suisse
constructive



**Thierry
Burkart**
PLR / AG



**Benjamin
Giezendanner**
UDC / AG



**Matthias
Jauslin**
PLR / AG



**Jürg
Grossen**
PVL / BE



**Melanie
Mettler**
PVL / BE



**Nadja
Umbricht-Pieren**
UDC / BE



**Christian
Wasserfallen**
PLR / BE



**Daniela
Schneeberger**
PLR / BL



**Elisabeth
Schneider-Schneiter**
PDC / BL



**Sandra
Sollberger**
UDC / BL



**Isabelle
Chassot**
PDC / FR



**Johanna
Gapany**
PLR / FR



**Martin
Candinas**
PDC / GR



**Damian
Müller**
PLR / LU



**Peter
Schilliger**
PLR / LU



**Philippe
Bauer**
PLR / NE



**Erich
Ettlin**
PDC / OW



**Marcel
Dobler**
PLR / SG



**Mike
Egger**
UDC / SG



**Nicolo
Paganini**
PDC / SG



**Thomas
Hurter**
UDC / SH



**Christian
Imark**
UDC / SO



**Petra
Gössi**
PLR / SZ



**Othmar
Reichmuth**
PDC / SZ



**Diana
Gutjahr**
UDC / TG



**Manuel
Strupler**
UDC / TG



**Alex
Farinelli**
PLR / TI



**Fabio
Regazzi**
PDC / TI



**Josef
Dittli**
PLR / UR



**Simon
Stadler**
PDC / UR



**Olivier
Feller**
PLR / VD



**Michael
Graber**
UDC / VS



**Philippe
Nantermod**
PLR / VS



**Martin
Bäumle**
PVL / ZH



**Gregor
Rutz**
UDC / ZH



**Regine
Sauter**
PLR / ZH



**Andri
Silberschmidt**
PLR / ZH

**Faites connaissance de tous les
candidats de la SSE et des sections sur
suisse-constructive.ch!**

D'autres candidats de la SSE et des sections sont ajoutés continuellement sur suisse-constructive.ch. Etat au 8.8.2023.



Les EuroSkills 2023 désignent les meilleurs professionnels

Les championnats d'Europe des métiers se sont déroulés du 5 au 9 septembre à Gdansk, en Pologne. Pour les représentants suisses, l'enjeu des EuroSkills était également de réitérer les succès passés de la Suisse et de défendre ainsi sa réputation de meilleure nation d'artisans. Parmi les jeunes professionnels âgés de 18 à 25 ans, Nicola Krause a représenté les maçons. Grâce à des séances d'entraînement de plusieurs jours dans les salles d'apprentissage des maçons de Sursee, le Lucernois a pu se préparer au mieux à la compétition.



En savoir plus sur les EuroSkills

Envoyez-nous vos anecdotes

Avez-vous une anecdote passionnante à raconter sur le thème de la construction? Ou avez-vous connaissance d'un chantier particulier ou d'un défi spécial? La rédaction s'intéresse à vos images et informations. Vos suggestions et commentaires nous aident à développer le JSE et à le rendre encore plus agréable à lire. Envoyez-nous vos commentaires à l'adresse redaktion@baumeister.ch.

28.6.2024

Journée de la Construction 2024

La plateforme d'échanges et de réseautage phare de la branche se tiendra l'année prochaine à Zurich-Oerlikon. C'est à la JdC que se rencontrent et que dialoguent les grands décideurs: entrepreneurs, maîtres d'ouvrage, planificateurs et architectes, experts immobiliers et investisseurs ainsi que des acteurs du second-oeuvre et des fournisseurs.



Pour en savoir plus

IMPRESSUM

Le Journal des Entrepreneurs paraît sans interruption depuis 1901. Il s'agit du porte-parole de la Société Suisse des Entrepreneurs.

Éditeur

Société Suisse des Entrepreneurs
Weinbergstrasse 49
Case postale, 8042 Zurich
Téléphone 058 360 76 00
redaktion@baumeister.ch
www.journaldesentrepreneurs.ch

Rédaction

Thomas Staffelbach
(Rédacteur en chef)
Susanna Vanek
Pascal Gysel
Martin Maniera
Luiza Maria Maniera
Werner Schüepp

Traductions

Dominic Bossart
Melina Jeannotat

Concept, mise en page, réalisation

Stämpfli Communication
staempfli.com
abonnemente@staempfli.com

Tirage

9200 A et 2200 F
Le prochain numéro paraîtra le 12 octobre 2023 et sera consacré aux femmes dans la construction.

Numéro ISSN

0376-6853

Suivez-nous sur

[in](#) @SBV SSE SSIC [t](#) @BaumeisterCH

[f](#) @realSSE [i](#) @bauberufech

[v](#) @bauundbaumeister

imprimé en
suisse



myclimate.org/01-23-806161



Assurez-vous que vos travailleurs disposent de protections oculaires contre les rayons UV lorsqu'ils sont exposés au soleil. Des lunettes de protection, un casque avec écran facial ou une visière frontale avec protection UV permettent de protéger les yeux.



Le fraisage, le forage et le sciage sont dangereux pour les yeux en raison des éclats et la projection de corps étrangers. Assurez-vous que vos travailleurs savent dans quels travaux ils doivent protéger leurs yeux contre les éclats et la projection de corps étrangers.



Les produits chimiques et les hydrocarbures sont dangereux pour les yeux. Certains peuvent même entraîner la cécité. Assurez-vous que les travailleurs disposent de lunettes de protection fermées ou des écrans faciaux pour les travaux avec les produits chimiques.



Dans les travaux nécessitant à la fois le port d'une protection oculaire et d'une protection respiratoire, assurez-vous que les deux dispositifs ne se gênent pas mutuellement, par exemple au cas où les lunettes de protection ne sont plus parfaitement ajustées. Une visière de protection peut être une bonne alternative.



Le ciment, le béton, le mortier et les crépis sont très alcalins (pH 12 et plus). La poussière ou les éclats peuvent provoquer une irritation des yeux. Assurez-vous que vos travailleurs connaissent les dangers et savent comment protéger leurs yeux.



Prenez rendez-vous chez le médecin pour vos employés ayant subis des blessures aux yeux (après que ceux-ci ont rincé les yeux à l'eau).



Assurez-vous que les travailleurs porteurs de lunettes de contact ont à disposition des surlunettes pour les travaux nécessitant le port de lunettes de protection. Les lunettes de protection corrigées ne sont pas obligatoires, mais elles ont un grand impact sur la discipline dans le port de lunettes de protection.

Ensemble pour la sécurité dans la construction.

Le Bureau pour la sécurité au travail (BST) est l'organisme spécialisé de la Commission fédérale de coordination pour la sécurité au travail (CFST) pour le secteur principal de la construction géré par la Société Suisse des Entrepreneurs. Le BST conseille les entreprises du secteur principal de la construction pour leur permettre d'assurer en leur sein la sécurité au travail et la protection de la santé et propose diverses prestations dans ces domaines.



La vie est précieuse. Renseignez-vous sur les mesures de sécurité au travail simples.



Plus d'informations

Prêts pour les élections!

Avec la plate-forme suisse-constructive.ch, la SSE expose clairement ses positions vis-à-vis de la société et du monde politique en vue des élections fédérales du 22 octobre et recommande certains candidats à l'élection au Conseil national et au Conseil des États.

La campagne entre dans sa phase décisive: les sièges convoités aux Chambres fédérales seront bientôt pourvus pour la législature 2023–2027.

«Nous modernisons, nous construisons, nous prenons nos responsabilités.»

Les entrepreneurs ont profité de la Journée de la construction à Lugano pour lancer la plate-forme politique suisse-constructive.ch et envoyer un message clair au monde politique et à la société: «Nous modernisons. Nous construisons. Nous prenons nos responsabilités.»

Trop vieux, le parc immobilier suisse est responsable de près de la moitié de la consommation d'énergie et du quart des émissions de CO₂. Il faudrait au moins tripler les rénovations énergétiques de bâtiments. Autre élément-clé: les nouvelles constructions de remplacement qui exploitent au mieux les surfaces disponibles et, grâce aux nouvelles normes de construction, présentent une meilleure performance énergétique que les bâtiments rénovés. Les entrepreneurs recyclent aussi depuis des décennies et travaillent à des procédés innovants pour réutiliser de plus en plus de matériaux issus de la démolition dans une logique d'économie circulaire.

Les infrastructures constituent le fondement de notre qualité de vie et jouent un rôle vital dans le développement social et économique de la Suisse. Les procédures d'octroi de permis de construire et d'opposition doivent être accélérées pour suivre le rythme de développement de notre pays.

Afin que les candidates et candidats qui portent les exigences du secteur principal de la construction avec conviction puissent actionner les leviers décisifs à Berne au cours des quatre prochaines années, la SSE et ses sections vous recommandent les candidatures présentées sur suisse-constructive.ch. Je vous invite à faire usage de votre droit de vote et à exprimer votre volonté!

Marcel Sennhauser
Vice-directeur, chef Politique et Communication



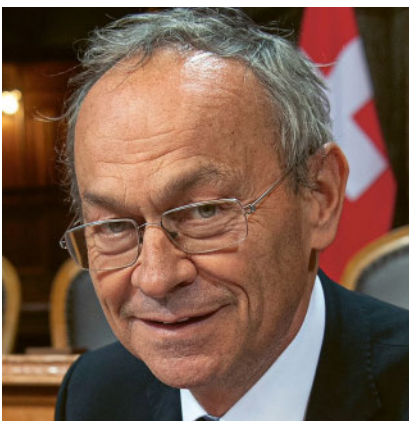
Sous la loupe

Politique constructive

Sur la base de l'Agenda 125.0, la SSE encourage et appuie des approches fructueuses pour la Suisse d'aujourd'hui et de demain.

7-20

- 7** **Votre Opinion**
- 10-11** **Développement durable**
- 14-15** **Pénurie de logements**
- 16** **Droit des cartels**
- 22** **Numérisation**
- 23** **Formation**



Interview:
La sagesse pratique
d'Olivier Français

8-9



Une stratégie politique
nationale pérenniserait
l'approvisionnement

17



Les objectifs de
«Pour une Suisse
constructive»

20



«L'engagement politique national est important pour influencer les choix»

Soutien de textes parlementaires, partenariat avec institutions cousines, négociations autour de la CN ou lobbying ne sont que quelques facettes du travail politique de la SSE. Mais qu'en pensent les membres, qu'en retirent-ils au quotidien?

Fabrizio Bellini, directeur, Mancini & Marti SA, Castione (TI)

Pour une industrie qui représente 6% du PIB et emploie un tiers de la main-d'œuvre du secondaire, l'engagement politique national est important pour influencer les choix, et les investissements en particulier. Une présence politique constante permet de faire passer des dossiers favorables au secteur. L'influence de la politique sur la vie quotidienne est discrète, mais elle prend du temps et ses effets se font sentir à long terme. La communication, quant à elle, est importante au quotidien. Le fait que nous parlions de choses qui préoccupent les entrepreneurs et que nous sensibilisons l'opinion nous aide.

Tom Aebi, directeur et CEO, Ernst Frey AG, Kaiseraugst (AG)

Nous avons d'abord besoin d'une représentation d'intérêts axée sur nos priorités de la part de la SSE, avec une forte présence et une force d'exécution pour nous faire entendre. L'objectif doit être de simplifier et d'accélérer les processus de la part des autorités, lors des contrôles et autorisations ou dans

le domaine des marchés publics. C'est à mettre en œuvre jusqu'au niveau communal. Le travail politique de la SSE comprend aussi les négociations pour une CN de force générale définissant les mêmes conditions-cadres et exigences pour tous les entrepreneurs du gros-œuvre. Et puis, afin que nos intérêts soient garantis à l'avenir, il nous faut plus de politiciens qui connaissent et défendent nos besoins.

Cédric Epiney, directeur, Emery Epiney SA, Sierre (VS)

L'action politique de la SSE n'a aucun effet continu dans mon quotidien. Elle et le SRL doivent rester proches des bâtisseurs, surtout que notre canton, nos entreprises évoluent dans un microclimat politique. Qu'AVE et SSE continuent à dialoguer et évitent les demi-solutions, car il y a des régions périphériques, d'un autre tissu économique. Tant que nos demandes sont comprises et bien réglées, une influence politique est favorable. Le seul souci, c'est que chacun doit régler plein de problèmes géopolitiques qui, de par la diversité des cantons, ne peuvent être résolus en une fois.

«La SSE a un rôle à jouer dans le comment construire»

Auteur: Pascal Gyssel

Le conseiller aux Etats libéral-radical Olivier Français est un homme de la terre, de la construction, comme il dit. Entretien aux Diablerets, où il réside, avec un politicien faiseur sur différents sujets notoires pour la SSE, à l'heure de sa retraite sous la Coupole fédérale.

Avant d'être politicien, vous êtes ingénieur civil spécialisé en géotechnique. Qu'est-ce qui rend l'un différent par rapport à l'autre dans la gestion d'une construction?

En tant que politicien, vous êtes dans la gouvernance et pouvez donc être à la tête du chapeau. Et si vous avez la connaissance du métier, c'est plus facile. En étant de la branche, vous pouvez aussi mieux contredire tant les mandataires que les fonctionnaires qui, de par leur parcours, proposent parfois des solutions non seulement trop théoriques mais chères. Pourtant, c'est essentiel de se poser des questions, de faire un arrêt sur image, au risque de contredire des hypothèses de départ.

Pendant vos seize ans au Parlement, vous vous êtes beaucoup investi pour la construction et le maintien d'infrastructures. Comment éviter oppositions et blocus dans ce type de projet?

Comme responsable politique, il faut préparer le terrain, aller discuter avec les opposants et trouver des solutions communes. Mais ça dépend aussi de l'état d'esprit des gens. Car vous pouvez vous entendre avec l'autre partie, mais tout à coup subir un coup d'arrêt en raison du veto d'une organisation écologiste, alors que vos principaux interlocuteurs sont Verts et d'accord avec vos plans.

Y a-t-il assez de spécialistes de la construction au Parlement?

Il faut déjà que les techniciens aient envie de faire de la politique. Et s'ils le souhaitent, c'est souvent trop tard, parce qu'ils sont chefs d'entreprise, ont de grandes responsabilités. Il faut aussi oser s'exprimer en public. Et pourtant, il y a de quoi s'engager. Par exemple, de nos jours, un ingénieur dirigeant ne fait quasiment plus que de l'administratif. Mais si vous décidez de vous battre pour changer le système, je vous souhaite bon courage. Il faut donc avoir l'envie, et un peu de chance, surtout pour être élu.

Quelle est la réputation de la SSE au Palais fédéral?

Elle diffère entre la Romandie et la Suisse alémanique, parce qu'on n'a pas les mêmes objectifs sur certains points. Prenons les négociations de la CN. Je peux comprendre qu'il faille partir d'un point un peu rude pour contrer des revendications excessives, mais cela crée un mauvais débat. Il y a alors un conflit ouvert avec les syndicats et, selon la pression de la SSE, un gagnant et un perdant. Alors qu'à la fin, on trouve quand même une solution, sans perdant. Et puis, en Suisse romande, les solutions sont trouvées plus rapidement, plus pragmatiquement. Les avancées sociales se font plus vite, car on a cette culture de la négociation.

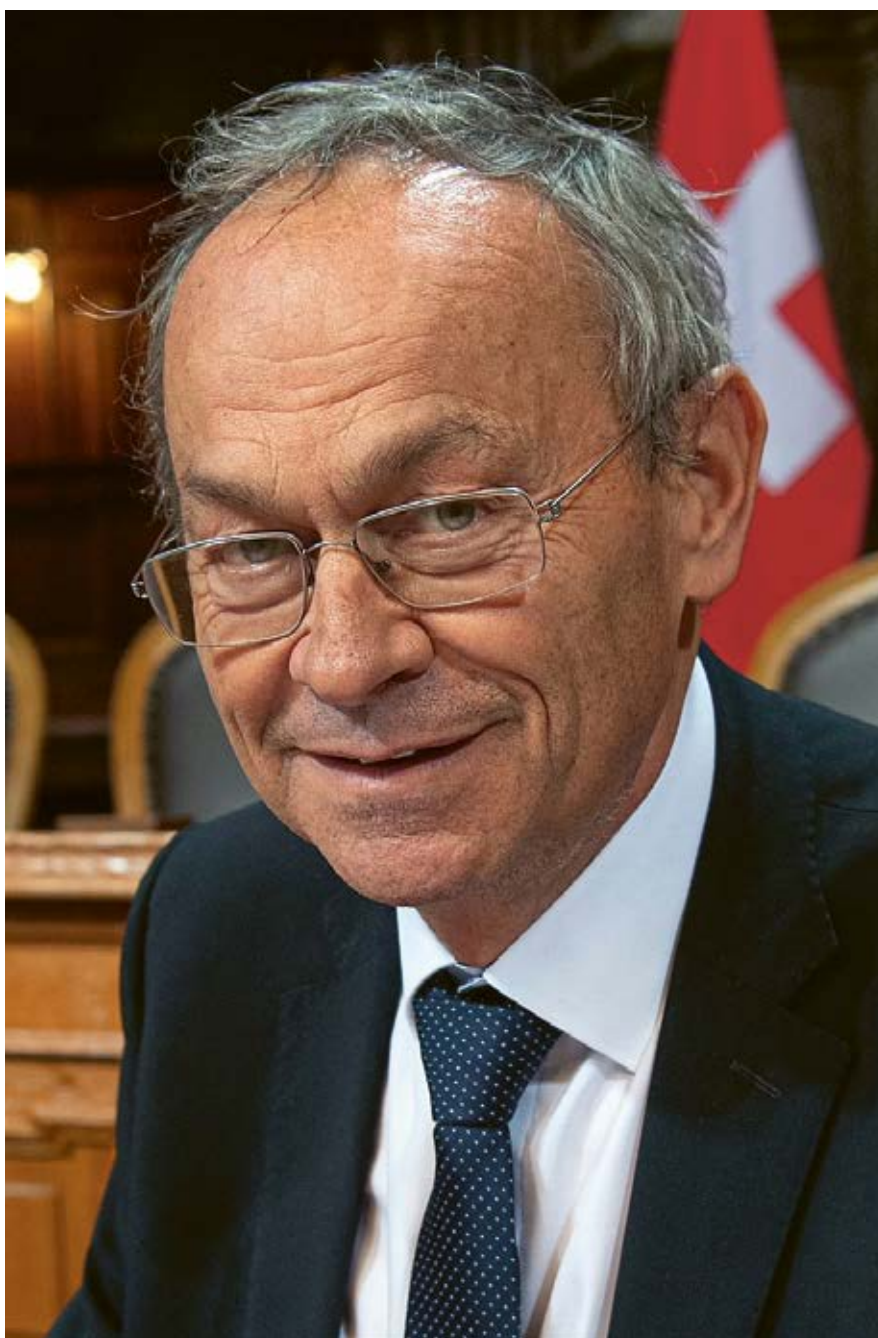
Image: Agence ARC

Y a-t-il des aspects que la SSE pourrait améliorer pour être mieux entendue par les politiciens fédéraux?

Elle a un rôle à jouer dans la manière de construire, en favorisant des appels d'offres vraiment concurrentiels. Les maîtres d'ouvrage ne s'ouvrent en effet pas assez aux solutions alternatives. Et puis, elle doit combattre les soumissions méga maousses. Il y a par exemple ce chantier, où un maître d'ouvrage a accordé un lot de 400 millions à un seul entrepreneur, un grand groupe. Même si celui-ci l'a voulu, il manque désormais de ressources pour le gérer. Là, la SSE doit convier une table ronde avec les maîtres d'ouvrage publics et expliquer qu'il faut une taille critique de lot, y compris pour favoriser l'économie locale.

Vous ne vous représentez pas aux élections du 22 octobre. La politique va-t-elle vous manquer?

Mon plus beau plaisir, c'était quand j'étais entrepreneur dans les forages. Dans le privé, il y a des solutions à trouver et j'aime le faire avec des partenaires. Je suis plus un homme de terrain. D'ailleurs, ça m'étonne à chaque fois de me retrouver à Berne avec ma cravate. J'habite à la montagne. On vient me chercher pour mes connaissances du passé. J'ai trop de travail, des projets, des comités de pilotage, des expertises, mais j'aime ça.



Les mesures radicales n'obtiendront pas la majorité

Auteur: Laurent Widmer

Quel est le point de vue du conseiller national Matthias Jauslin, en tant que responsable politique et acteur du secteur, sur les défis liés au développement durable dans la construction?

Lorsqu'on demande au conseiller national PLR argovien Matthias Jauslin quels ont été les principaux thèmes de la CEATE au cours de la législature actuelle, il répond: «L'énergie, l'énergie et l'énergie». Et il ajoute: «Il a aussi été question du CO₂, de l'environnement, de l'économie circulaire et de l'aménagement du territoire».

«La construction ne doit pas être opposée au développement durable.»

Économie circulaire

Le thème de l'économie circulaire a beaucoup occupé la CEATE-N au cours des quatre dernières années. Compte tenu du nombre d'interventions sur ce thème, la commission a décidé d'élaborer elle-même une révision de la loi. Matthias Jauslin était président de la sous-commission qui s'est chargée de cette tâche. Mais les cantons se penchent également sur ce sujet, qui revêt une grande importance pour le secteur de la construction. Il est par exemple question de la réutilisation de matériaux ou d'éléments de construction.

Selon Matthias Jauslin, «la construction ne doit être opposée au développement durable. Recycler davantage de matériaux de construction au lieu de les mettre en décharge est l'une des premières mesures à prendre. Nous devons valoriser le béton recyclé, car un jour ou l'autre, nous atteindrons les limites des matériaux de construction minéraux disponibles dans le secteur primaire. Le secteur de la construction développe aujourd'hui déjà des solutions viables». Il est convaincu que «nos planificateurs doivent également prendre en compte ces matériaux de construction dans les appels d'offres. «Nous devons développer la confiance dans ces matériaux et les convertir en une solution toute naturelle».

Zéro émission nette

Le 18 juin, le peuple suisse a accepté la loi sur le climat. La SSE interprète ce vote comme un mandat du peuple à l'économie pour qu'elle réponde immédiatement au défi du changement climatique par des solutions efficaces et innovantes. Mais comment atteindre l'objectif de zéro émission nette en 2050?

Pour Matthias Jauslin, une chose est sûre: «La transition doit se faire en douceur. Les mesures radicales n'obtiendront pas la majorité auprès de la population. C'est ce que doivent enfin comprendre tant les partis d'extrême gauche que ceux d'extrême droite.



Image: SSE

À cela s'ajoute le fait qu'il est toujours difficile d'imposer des interdictions. Il faut un objectif. Pour y parvenir, il faut laisser une certaine marge de manœuvre au secteur industriel et à la population. Mais il est vrai que si nous voulons atteindre le zéro émission nette en 2050 et que nous ne parvenons pas aux objectifs intermédiaires, les mesures devront être plus contraignantes».

Bâtiments existants ou nouvelle construction

Pour les décideurs, le défi consiste à choisir entre une construction de remplacement et une rénovation. Cette question fait également l'objet de discussions dans la Berne fédérale.

Matthias Jauslin explique: «Il n'est pas toujours possible de travailler dans l'existant et, surtout, il y a certains problèmes ponctuels qui ne sont pas fa-

ciles à résoudre. Il n'est pas aisé de rénover à moindre coût des bâtiments qui présentent des défauts de construction ou dont les matériaux sont déclarés comme déchets spéciaux. De plus, les nouvelles constructions de remplacement permettent de mieux planifier et utiliser les espaces intérieurs ou les installations d'un bâtiment. Je pense aussi à la densification des constructions, qui n'est peut-être pas possible avec une rénovation».



Pour plus d'informations



Image: SERVICES DU PARLEMENT

Matthias Jauslin siège au Conseil national depuis 2015 pour le PLR du canton d'Argovie. Il est directeur et propriétaire de l'entreprise d'installations électriques Jost Wohlen AG. C'est un interlocuteur important pour la SSE. Depuis 2019, il est membre de plein droit de la CEATE-N, la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national.

Éviter un sabotage du partenariat social

Auteur: Matthias Engel

Seul un renforcement des partis bourgeois permettra de mettre en œuvre correctement la motion sur le partenariat social.

La pratique du partenariat social est un modèle qui a fait ses preuves. Il est d'autant plus regrettable que des réglementations cantonales ou même, depuis peu, municipales sabotent les conventions collectives de travail étendues sur des points essentiels, comme le salaire minimum. Et ce alors que toute CCT qui a force légale devrait s'appliquer à la Suisse dans son ensemble.

«Il serait dommage que ce modèle éprouvé soit mis en péril.»

C'est ce que demande non seulement la SSE, mais aussi les partis bourgeois du Palais fédéral. Et avant tout le conseiller aux États du Centre Erich Ettlin, qui a récemment fait passer avec succès une motion au Parlement selon laquelle «les dispositions d'une convention collective de travail (CCT-DFO) étendue qui concernent le salaire minimum, le treizième mois de salaire et le droit aux vacances l'emportent sur le droit cantonal».

Pas de mesures unilatérales

Pour le conseiller aux États, l'engagement en faveur du partenariat social est essentiel: «Au fil des décennies, il a été très bien accepté tant par les employeurs que par les employés et a contribué à instaurer la confiance. Il serait dommage que ce modèle éprouvé soit mis en péril par des mesures unilatérales.» Car il est clair, selon lui, que «si une partie essentielle d'une CCT ne s'applique qu'à certains cantons ou communes, la motivation des employeurs à conclure une telle entente s'en trouve logiquement réduite. En vue d'adaptations partielles des salaires minimaux par exemple, ils devraient alors négocier davantage sur d'autres points, par exemple le temps de travail de la CCT – ce qui complique les négociations – ou renoncer complètement à celle-ci».

Quelle est la suite?

Erich Ettlin explique la suite de la procédure: «Le Conseil fédéral est maintenant chargé d'élaborer un projet. À cette occasion, il devra clarifier la question, pas si simple, de la mise en œuvre de la motion». Ce qui adviendra finalement sera connu à l'issue des débats parlementaires». Il est par conséquent important que les élections fédérales renforcent les partis bourgeois et que les tentatives de la gauche, déjà annoncées, de saboter la motion Ettlin et donc, une fois de plus, le partenariat social soient tenues en échec.



Erich Ettlin est conseiller aux États du Centre.

La Suisse doit moderniser ses infrastructures!

Auteure: Romana Heuberger

Nos infrastructures contribuent de manière significative au bon développement économique et à la qualité de vie élevée de la population. Elles doivent pour cela être entretenues.

Les nouvelles faisant état d'un réseau routier sans cesse saturé, de retards, voire de suppressions de trains, de ruptures de conduites d'eau, etc. se multiplient. Pas étonnant, car beaucoup de nos infrastructures datent des années 1970 et 1980. Elles présentent de plus en plus souvent des signes de dégradation et ne sont pas adaptées à la taille actuelle de la population. La Suisse est appelée à réagir: il faut remettre les infrastructures au goût du jour et les adapter aux besoins.

tion des infrastructures routières. La SSE s'engage donc en faveur d'une taxation modérée des véhicules électriques et d'une solution viable pour assurer le financement à long terme du FORTA. Un projet en ce sens du Conseil fédéral est en cours d'élaboration et sera suivi de près par la SSE dans les mois à venir via un travail de lobbying. Parallèlement, nous luttons contre le détournement de ressources à affectation obligatoire (tant du FORTA que du FIF) vers les finances générales.

«Le FORTA est menacé à long terme.»

La SSE pour le développement du réseau routier national

Si l'expansion de l'infrastructure ferroviaire est largement soutenue, il n'en va pas de même pour la route. Avant même que le Parlement n'ait pu débattre du crédit d'engagement pour l'entretien (8,7 milliards de francs) et l'aménagement (4,3 milliards de francs) du réseau routier national 2024–2027, l'ATE avait déjà annoncé le lancement d'un référendum. Son but: pas de nouveaux projets d'aménagement. En cas de votation, la SSE soutiendrait activement, avec d'autres associations, le développement du réseau routier national. Le financement des projets futurs est assuré par le fonds d'infrastructure ferroviaire (FIF) et le fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA). Plus il y a de véhicules électriques, moins l'impôt sur les huiles minérales rapporte. Le FORTA est donc menacé à long terme. Or, la SSE est convaincue qu'à l'avenir, les propriétaires de véhicules électriques devront aussi contribuer adéquatement à l'entretien et à la construc-

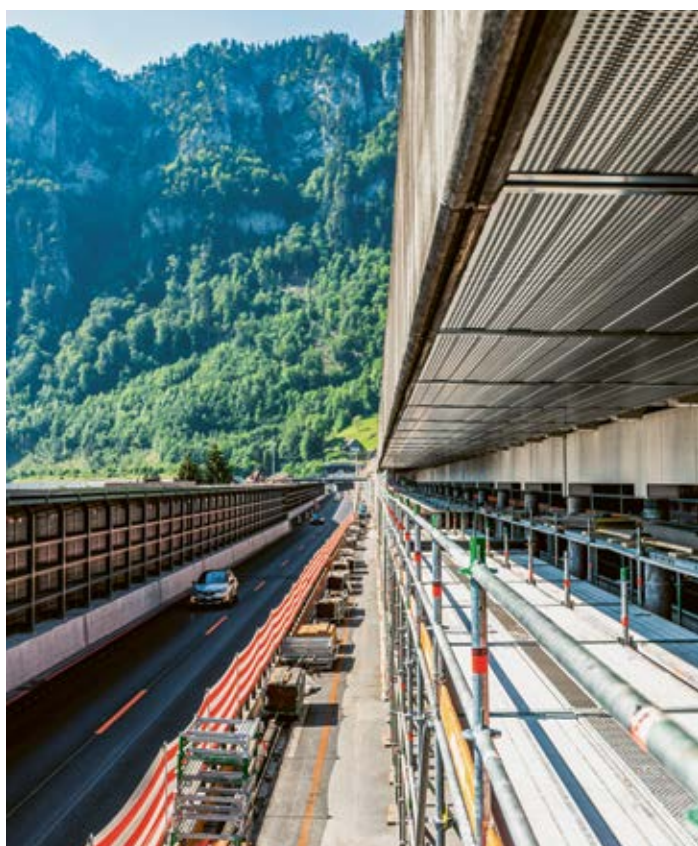


Image: Infra Suisse

Offre de logements: la construction doit être considérablement accélérée et simplifiée

Auteure: Romana Heuberger

Une étude de la Banque cantonale de Zurich montre qu'il s'écoule aujourd'hui, en moyenne nationale, 140 jours entre le dépôt de la demande et l'obtention du permis de construire – 67% de plus qu'en 2010. Selon l'analyse de la SSE, le nombre d'oppositions à des projets de construction a aussi fortement augmenté. Des tendances confirmées par la Municipalité de Zurich: «La durée de traitement des demandes de permis de construire a bondi de 70% depuis 2010». En cause, «la hausse de la densité réglementaire et des procédures de recours». À Zurich, on estime que la construction d'environ 2000 logements est actuellement bloquée par des oppositions ou une interprétation abusive des prescriptions sur le bruit.

Cela a des conséquences. En 2019, le taux de logements vacants en Suisse était au plus haut depuis 20 ans, avec plus de 75 000 logements inoccupés. Mais aujourd'hui, la «pénurie de logements» est sur toutes les lèvres, bien qu'il n'en soit pas encore question à l'échelle du pays. Dans plusieurs villes, le nombre de logements vacants est cependant (trop) bas et les perspectives, maussades. Il est temps d'agir. La SSE prône une offre suffisante et des logements durables. C'est pourquoi, dans le cadre de la table ronde organisée par le Conseil fédéral, elle plaidera pour des procédures (de permis de construire) plus rapides et plus simples, une limitation des oppositions abusives

et une protection des monuments faisant preuve de discernement pour enrayer rapidement la pénurie de logements.

Les demandes de la SSE ont été relayées par divers parlementaires. Thomas Burgherr, conseiller national UDC, a ainsi déposé une motion demandant au Conseil fédéral de prendre, avec les cantons, des mesures pour accélérer le traitement des demandes de permis de construire. Andri Silberschmidt, conseiller national PLR, est encore plus concret: une fois tous les documents requis fournis, communes et cantons doivent décider en l'espace de 30 jours de la faisabilité d'un projet. Un délai déjà proposé en 2021 par Hubert Dafflon (député du Centre au Grand Conseil) et Jean-Daniel Wicht (député au Grand Conseil PLR, alors directeur de la Fédération fribourgeoise des entrepreneurs), auteurs d'une motion acceptée dans le canton de Fribourg: si le service n'a pas remis son préavis dans les 30 jours, la demande sera considérée comme acceptée. Le gouvernement cantonal travaille à la modification de la loi.

En matière de simplification des procédures et de limitation des oppositions abusives aussi, les choses bougent. Une motion de Jacqueline de Quattro, conseillère nationale PLR, propose que dans les zones à bâtir et agricoles, les travaux d'assainissement énergétiques ne nécessitent plus d'autorisation; une



Photo: Adobe Stock

simple procédure d'annonce doit suffire. Andrea Gmür-Schönenberger, conseillère nationale du Centre, souhaite introduire un risque raisonnable de frais pour les opposants afin de limiter les oppositions. Par ailleurs, un projet de loi existe en application d'une intervention de Philipp Bregy, conseiller national du Centre, visant à limiter le droit de recours des associations aux projets d'envergure.

Voilà quelques-uns des dossiers que suit la SSE dans son travail de lobbying.

Dans le cadre de consultations, de demandes concrètes de modification de projets ou à travers la participation à la prochaine table ronde du Conseil fédéral, nous œuvrons pour des logements durables en nombre suffisant.



Solutions de la SSE pour des logements durables en nombre suffisant

- Procédures d'octroi de permis de construire plus simples et rapides grâce à la numérisation
- Règles moins strictes concernant les permis de construire en cas de densification – fin de la surréglementation inutile
- Limitation à 10% des bâtiments protégés
- Octroi d'un poids au moins équivalent à la densification qu'à la protection des sites ou des monuments
- Affaiblissement de l'outil de pouvoir «opposition» grâce à des délais de procédure judiciaire réduits et à la limitation aux projets d'envergure
- Bonus d'utilisation du sol de +30% pour les nouvelles constructions de remplacement

Droit des cartels: la pratique doit être adaptée aux PME

Auteur: Hans Wicki

Voilà pourquoi un bilan sur la manière dont la nouvelle loi sur les cartels répond aux besoins des PME est nécessaire.

S'engageant en faveur d'une concurrence efficace et juste, constructionsuisse a lancé une déclaration contre la corruption et les infractions au droit des cartels dans le Journal Suisse des Entrepreneurs. Différentes associations professionnelles et sectorielles soutiennent déjà cet objectif en prenant leurs propres mesures. Cela a permis de réaliser beaucoup de choses au cours des dernières années. Malgré tout, constructionsuisse et moi-même, en tant que président de l'association, nous engageons pour un bilan urgent et nécessaire de la loi sur les cartels.

Un principe de base important a été ancré dans la révision de la loi sur les cartels en 1995. Il n'a cependant pas été adapté depuis par le législateur. Ce qui est déterminant, c'est de savoir si les conséquences d'une restriction à la concurrence sont nuisibles à l'économie ou à la société. Ce n'est que si le caractère nuisible est



L'auteur Hans Wicki est conseiller aux États et président de constructionsuisse.

«Juges et bourreaux sont trop liés»

établi au cas par cas que la restriction de la concurrence sera illicite. Entre-temps, la pratique du droit des cartels s'est éloignée de ce principe de base. Dans mon échange direct avec des entreprises de toutes les branches de l'économie, des exemples m'ont été donnés qui montrent cette évolution. Laissez-moi brièvement vous présenter l'exemple le plus connu relayé par les médias: en 2004, l'entreprise de ski Stöckli a établi des règles sur les prix de vente avec certains vendeurs spécialisés. Lorsque les contrats ont été conclus, ces règles étaient légales. Puis, la loi a changé. Une circonstance clairement à décharge, qui n'a pas été suffisamment prise en compte. La COMCO n'a par ailleurs pas démontré que ces règles avaient effectivement porté préjudice aux clientes et clients ou à l'économie, ni que les vendeurs les avaient effectivement respectées. Ainsi, elle a prononcé une amende sans apporter la moindre preuve de la culpabilité de Stöckli.

Partant, la pratique et la structure de la COMCO ne sont plus adaptées à la situation actuelle et doivent être modifiées. Juges et bourreaux sont trop liés! C'est pour cette raison qu'en 2021, j'ai déposé ma motion «Préserver le principe de l'instruction. Le fardeau de la preuve ne doit pas être renversé dans la loi sur les cartels» et que je m'engage avec mon collègue conseiller aux États Olivier Français pour une correction de la pratique vers une loi sur les cartels adaptée aux PME et proche de la pratique. Les deux motions déposées sont mises en œuvre dans le cadre de la «petite» révision et cela va dans la bonne direction. Mais cette révision ne déploiera pleinement ses effets que si des adaptations sont également apportées aux institutions. Il faut espérer qu'avec cette «petite» révision attendue de longue date, nous n'aurons pas à nous contenter d'un petit succès.



Lisez le texte complet ici.

La SSE a besoin d'une stratégie nationale en matière de sécurité de l'approvisionnement

Auteur: Laurent Widmer

Afin de pérenniser la disponibilité des matériaux de construction en Suisse, il est urgent d'en faire un sujet politique prioritaire.

L'entreprise Eugène Bühler & Fils SA est un acteur de longue date dans l'extraction de gravier et de sable dans le lac de Neuchâtel. «Depuis 150 ans, nous œuvrons sur ce lac», explique avec fierté Olivier Haussener, le directeur et président de la Fédération Neuchâteloise des Entrepreneurs. Chaque année, plusieurs centaines de milliers de tonnes de sable et de gravier sont extraites, estime Olivier Haussener. Ces ressources trouvent principalement leur utilité dans la région, permettant d'éviter d'avoir recours à des importations et par la même occasion de réduire de manière importante les transports routiers.

Malgré cela, Olivier Haussener fait face à certaines difficultés, par exemple liées au bruit. «À mesure que le temps passe, il devient de plus en plus difficile de cohabiter avec la population et plus particulièrement avec

certains riverains, qui remettent systématiquement en question ce type d'activité, malgré son rôle crucial dans l'approvisionnement local en matières premières».

En tant que Société Suisse des Entrepreneurs SSE, nous souhaitons garantir la sécurité d'approvisionnement en matériaux de construction en utilisant nos propres ressources naturelles en Suisse. En effet, il est d'un grand intérêt d'assurer un tel approvisionnement national et temps d'aborder la sécurité d'approvisionnement en matières premières minérales, bois et acier comme un sujet politique prioritaire et urgent. Il est ainsi indispensable d'élaborer une stratégie nationale.

Dans ce cadre, les champs d'action que sont l'extraction de matières premières primaires nationales, l'économie circulaire et les décharges doivent être abordés dans une approche intégrée. Les importations de pays tiers et l'exportation de matériaux de décharge réduisent la durabilité et rendent dans une certaine mesure la Suisse dépendante de l'étranger. Des solutions doivent donc être trouvées pour l'extraction, le recyclage et la mise en décharge en Suisse.

La SSE s'engage actuellement sur un plan politique et communicationnel pour la constitution d'un approvisionnement sûr en matières premières et matériaux de construction indigènes continuant de garantir la sécurité d'approvisionnement.

Image: DR



Quels partis et cantons défendent les positions de la SSE?

Auteur: Marlin Maniera

L'analyse des données permet d'établir que sur les questions liées au climat et aux infrastructures, les VERT-E-S et le PS sont plus proches de la SSE que l'UDC. Sur les autres sujets en revanche, le PLR, Le Centre et l'UDC sont très souvent sur la même ligne que la SSE.

Dans ses idées directrices, la SSE décrit sa ligne politique fondamentale comme libérale-bourgeoise. Une concurrence libre et équitable, une économie de marché porteuse d'avenir ainsi qu'un État libéral et fédéraliste avec un faible volume de réglementations en font partie.

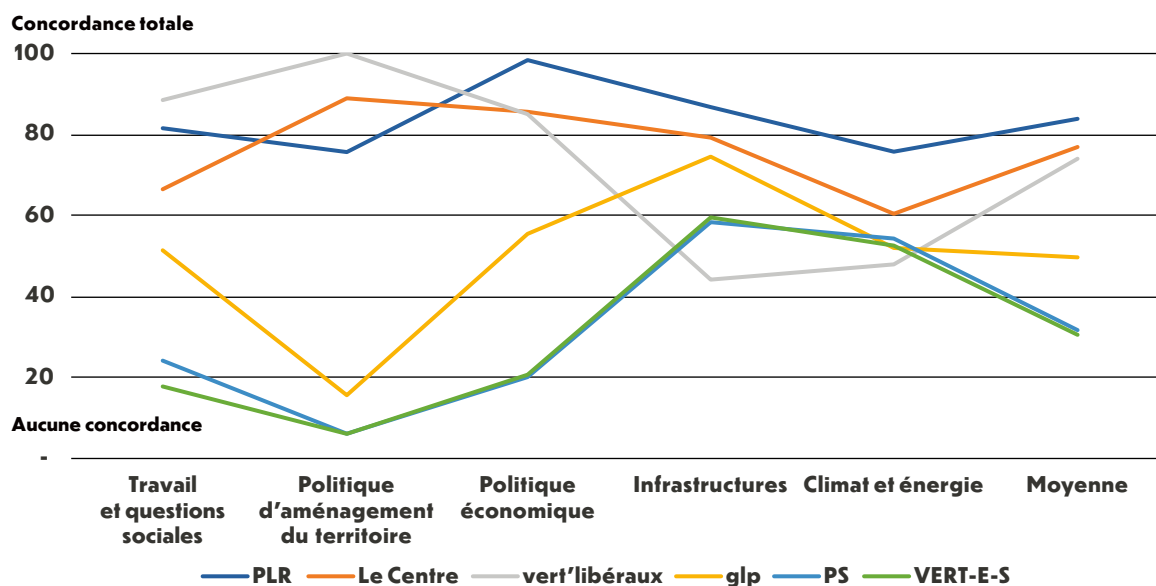
Bien que certains partis soient naturellement plus proches de cette ligne fon-

damentale que d'autres, il arrive qu'il y ait des surprises en fonction des dossiers. C'est ce que montre une analyse statistique comparant le comportement de vote de l'ensemble des conseillers nationaux et conseillers aux États avec les positions de la SSE. Cette analyse porte sur tous les dossiers politiques traités au cours de la législature actuelle et ayant une certaine pertinence pour la SSE.



Vous trouverez les positions politiques de la SSE dans l'Agenda 125.0.

Concordance entre les votes au Conseil national et au Conseil des États et la position de la SSE



Graphique et image: SSE

À quel point le nouveau Parlement sera-t-il constructif?

Auteur: Laurent Widmer

«Pour une Suisse constructive» est le nom de la campagne et de la plate-forme électorale de la Société Suisse des Entrepreneurs SSE. En collaboration avec des candidates et candidats, l'association présente les opportunités et possibilités offertes par la construction et la modernisation pour relever les défis de la densité réglementaire, des objectifs climatiques, de la sécurité d'approvisionnement et du besoin en main-d'œuvre qualifiée.

Comme il faut des conseillers nationaux et aux États engagés, tout comme des praticiens de la construction pour répondre aux préoccupations centrales de la population, de l'économie et de la politique que sont la densité réglementaire dans la construction, les objectifs climatiques 2050, la sécurité de l'approvisionnement et le manque de main-d'œuvre qualifiée, la SSE recommande de voter pour ses candidates et candidats à l'élection du 22 octobre 2023. Elle a choisi de placer ces thèmes prioritaires sur sa plate-forme électorale nationale «Pour une Suisse constructive», assortie du slogan accrocheur «Nous modernisons. Nous construisons. Nous prenons nos responsabilités».

Président central de la SSE, Gian-Luca Lardi explique: «Le secteur principal de la construction peut et veut contribuer à des solutions constructives pour l'avenir». C'est pourquoi, jusqu'aux élections du 22 octobre, le site www.suisse-constructive.ch présentera aussi les positions de l'association nationale sur ces thématiques, qui sont également au cœur de l'«Agenda 125.0» de la SSE.

**Nous modernisons.
Nous construisons.
Nous prenons nos
responsabilités.**

Les Entrepreneurs.
www.suisse-constructive.ch



Des newsletters, des posts sur les réseaux sociaux, des articles dans les publications de la faitière et des bâches de chantier complètent le soutien aux candidates et candidats. La SSE travaille à cet effet en étroite collaboration avec ses sections cantonales.

Membre de la SSE et envie de soutenir «Pour une Suisse constructive»?

Vous pouvez notamment:

- identifier les candidates et candidats de votre canton et les appuyer;
- partager les posts de la SSE ou de votre section sur les réseaux sociaux;
- commander une bâche de chantier «Pour une Suisse constructive» sur le shop de la SSE.



Infos complémentaires

Travailler en toute sécurité avec du béton projeté

Auteur: Werner Schüepp

Le travail avec du béton projeté nécessite des mesures de protection spécifiques. Il est important de planifier soigneusement les processus de travail, de former régulièrement les collaborateurs et collaboratrices et d'utiliser les équipements de protection individuelle.

Le plus souvent, le béton projeté est utilisé dans la construction de tunnels et la stabilisation de fouilles ou de talus, ainsi que pour la réparation d'éléments de construction en béton armé endommagés. Le béton projeté est un béton formulé à partir de ses constituants habituels, transporté dans un tuyau, accéléré par un jet d'air comprimé et mis en œuvre par projection sur un support auquel il adhère. Cette technique garantit un bétonnage rapide et en couche mince et elle est adaptée pour la construction de formes complexe, puisqu'elle ne nécessite l'emploi d'aucun coffrage.

Il est courant d'utiliser des accélérateurs pour permettre au béton projeté frais de durcir rapidement après application. Cette propriété est importante car, bien souvent, ce matériau de construction est appliqué par-dessus la tête, p. ex. sur des plafonds ou des voûtes de tunnel, et il n'y a pas de coffrage pour fixer le matériau à l'endroit prévu jusqu'à son durcissement.

Le bon équipement de protection est essentiel

La projection de béton sur un support génère des rebonds et des retombées. Les granulats arrivant sur le support rebondissent, d'abord en compactant la couche de pâte cimentaire puis la couche de béton en cours de constitution, et tombent au sol. C'est pourquoi l'un des principaux risques liés à la manipulation du béton projeté est d'être atteint par du béton insuffisamment durci. L'inhalation de l'air chargé de substances nocives et les brûlures chimiques sont aussi des risques courants associés à cette technique. «Nous attachons une grande importance à la sécurité au travail de notre personnel qui manipule du béton projeté», déclare Giuliano Mascetra, conducteur de travaux spéciaux de génie civil chez Meier + Jäggi AG. L'entreprise a réalisé d'importants investissements dans la technique des silos, ce qui a permis entre autres de réduire de manière significative les émissions de poussière et de bruit.

«Les machinistes qui utilisent notre installation de béton projeté sont régulièrement formés, tant en externe qu'en interne», explique Giuliano Mascetra. À chaque nouveau chantier et avant d'entamer des travaux, un concept de sécurité est systématiquement établi, et tous les collaborateurs et collaboratrices sont sensibilisés aux dangers potentiels par les directeurs et conducteurs de travaux.

«Chez nous, les standards de sécurité prévoient que les travailleurs utilisent des lunettes avec protection latérale ou une visière intégrée au casque pour se protéger des rebonds de béton. S'il devait arriver quelque chose malgré les mesures de protection choisies, des douches oculaires sont prévues sur les chantiers», explique Giuliano Mascetra. Leur équipement de protection individuelle comprend également un vêtement de protection, des gants de protection contre les brûlures et les risques mécaniques, des protecteurs d'ouïe ainsi qu'un demi-masque avec filtre FFP3 contre les poussières minérales.

Centre de compétences BST

Le Bureau pour la sécurité au travail BST conseille les entreprises du secteur principal de la construction pour leur permettre d'assurer en leur sein la sécurité au travail et la protection de la santé et propose diverses prestations dans ces domaines.



En savoir plus ici

Une alliance entre maître d'ouvrage et entrepreneurs

Auteure: Susanna Vanek

Pour la construction du bâtiment Thermoplan à Weggis, les entreprises chargées de l'exécution des travaux, dont la société Christen AG de Küssnacht am Rigi, ont fondé une alliance de projet dans le cadre de la réalisation de projet intégrée (IPD). Les retours sont très positifs.

«Je ne veux plus jamais construire autrement», affirme le maître d'ouvrage Adrian Steiner. Son entreprise, Thermoplan AG, bâtit un nouvel édifice selon l'astreignante norme internationale de durabilité LEED. Pour lui, cela allait de soi qu'un projet aussi complexe ne puisse être mené qu'en étroite collaboration avec les entreprises exécutantes des travaux. L'idée de l'alliance de projet IPD était de permettre que tout le monde aille dans un sens et cherche des solutions pour le bon déroulement du projet, les éventuels bénéfices comme les risques étant partagés entre les partenaires. «Un tel projet requiert transparence et confiance», explique Adrian Steiner. «Normalement, chacun se charge de remplir son propre contrat», ajoute Roman Christen de Christen AG, «mais là, on était tous focalisés en permanence sur le projet. Nous avons ainsi laissé notre grue à disposition pour les artisans suivants. Être impliqué dès la phase de planification permet de trouver de bonnes solutions».

Presque comme un site de rencontre

Pour les deux hommes, les avantages de l'alliance ont prévalu, sans nier quelques inconvénients. Pour Adrian Steiner, c'était le surcroît de travail. «J'ai dû consacrer beaucoup de temps au projet, deux jours par semaine. Mais



80 millions de francs d'investissement l'exigent». Roman Christen, lui, évoque la dépendance envers les autres sociétés pour réaliser les objectifs et d'avoir dû dévoiler et transmettre des avantages négociés au fil des ans, comme les conditions auprès de fournisseurs.

Communiquer a été déterminant, tout comme le fait d'apprendre à se connaître entre partenaires. Les entreprises ont été sélectionnées selon une liste d'évaluation de divers critères destinée au système d'intégration. «C'était presque comme un site de rencontre», s'en amusent Adrian Steiner et Roman Christen.

La numérisation au cœur du projet

Dans le cadre de la réalisation de projet intégrée, il est important de communiquer en permanence, explique Adrian Steiner. Roman Christen précise que la transparence n'est possible que grâce à la numérisation. Le lean management aussi s'est effectué par voie numérique. Christen AG a réussi à numériser la réalisation de ce projet de A à Z.

Image: Susanna Vanek

Entre numérisation et conduite de travaux

Auteur: Pascal Gysei

La pénurie de main-d'œuvre dans le gros-œuvre se poursuit. Et les entreprises de construction doivent composer avec des exigences accrues en matière de numérisation et de conduite des travaux. Elles réclament donc une nouvelle formation, qui donnera aux jeunes d'excellentes perspectives de carrière.

Le secteur principal de la construction souhaite attirer une relève talentueuse pour dompter les défis liés à la numérisation et aux technologies du bâti tout en augmentant l'attractivité des professions de la construction.

Ces dernières années, la conduite de travaux a gagné en complexité. Les processus de construction sont certes plus rapides grâce à la numérisation, mais ils sont aussi plus complexes, car il faut tenir compte de la durabilité et des nouvelles exigences. C'est pour renforcer cette activité qu'une nouvelle formation initiale subordonnée au/à la conducteur/trice de travaux est prévue.

L'initiative de créer ce diplôme est née à l'occasion des travaux de révision du diplôme de conducteur de travaux et d'entrepreneur-construction, l'impulsion en étant donnée par les entreprises du secteur.

Opportunité pour les femmes

La création d'un nouveau diplôme s'adresse aux jeunes n'ayant jusque-là pas envisagé de formation dans le gros-œuvre. Il permet d'optimiser les perspectives de carrière pour la jeunesse et d'attirer un personnel qualifié dans un domaine qui a besoin de cette main-d'œuvre pour relever les nouveaux défis. La formation prévue est aussi attractive pour les femmes.

«Nous avons constitué un groupe de travail comptant des membres de direction à l'expérience de conducteur/trice de travaux et qui pourront donc dire vers quoi la profession doit évoluer», explique Christoph Gerber, chef de projet Développement des professions à la SSE.

Examen des travaux de développement

Ces travaux de développement ont été examinés par un groupe élargi de professionnels du gros-œuvre de toute la Suisse. Positionnement adapté et adéquation des contenus de formation aux besoins y ont été précisément vérifiés. Cette tâche a fait partie de l'analyse des besoins de la nouvelle profession et a eu lieu le 1^{er} septembre, dans le cadre d'un atelier.



Cure de jeunesse pour un discret ouvrage vaudois du XVIII^e siècle

Auteur: Pascal Gysel

Facilitée grâce à la récolte de dons de l'association œuvrant pour sa préservation, la rénovation à l'identique du pont des Planches, bâti en 1778 et situé au Sépey, dans le Chablais vaudois, a débuté en avril. Et la tâche est des plus complexes. Rencontre avec le conducteur de travaux en charge du chantier, Adrien Roch, de Grisoni Zaugg Château-d'Œx.



Restaurer comme à l'origine un pont situé au fond du ravin de la rivière qu'il surplombe constitue déjà un sacré défi. Alors quand vous arrivez sur place pour débiter le chantier et constatez qu'une partie de la construction s'est effondrée, vous en restez pantois: «Nous avons tout de suite procédé à des relevés pour voir si la voûte était stable. Et puis, plus question d'utiliser des engins mécaniques, l'équilibre était beaucoup trop précaire», raconte Adrien Roch, responsable des travaux. «Sans oublier qu'il était désormais exclu de monter des échafaudages adossés au pont. Nous avons trouvé la solution en les remplaçant par un modèle désolidarisé de l'ouvrage», ajoute-t-il.

Image: Groupe Grisoni

Un authentique travail d'orfèvre

Plus tard encore testé par les orages, le site de restauration a pourtant pris son essor. «Comme les constructeurs de l'époque n'avaient utilisé pour l'ouvrage, une fois taillées, que des pierres trouvées sur place, nous faisons de même. Mais il en manquera, qui nous seront alors hélicoptérées (n.d.l.r.: les accès au pont sont très escarpés). Et, concernant le mortier, nous en avons choisi un type utilisé de nos jours pour rénover des bâtiments anciens tels que des églises», continue le conducteur de travaux. Pour le reste, il peut compter sur la grande expérience de maçons ayant déjà effectué de telles prouesses, au Portugal par exemple, et d'un tailleur de pierres indépendant. «C'est d'autant plus important que puisqu'il s'agit d'une rénovation d'ouvrage historique, nous devons décider au fur et à mesure de ce que nous rencontrons, sur le moment», précise Adrien Roch. Lequel nous indique cependant ne pas encore être tombé sur une inscription ou une bouteille de l'époque. «Mais nous pensons en laisser une pour les générations à venir», dit-il en souriant. Afin d'éviter la neige, le pont des Planches revitalisé devrait être terminé à mi-octobre.



Au service et à l'écoute des membres romands

Auteur: Pascal Gysel

Honoré pour ses dix ans au sein de la SSE, Andreas Schmidt-Ginzkey est le coordinateur de l'antenne romande, le SRL, et un porte-parole et conseiller technique précieux pour les entreprises de cette région.

Il y a peu, le personnel du Siège Romand Lausanne (SRL) s'est notablement étoffé. Il a donc fallu trouver des solutions pour que tout le monde se sente à l'aise dans les locaux. Et c'est Andreas Schmidt-Ginzkey, en sa qualité de responsable d'antenne et d'ingénieur civil, qui a pris la tête des opérations. Cette disponibilité, le Genevois la montre aussi envers les membres de Suisse romande: «En arrivant à la SSE il y a dix ans, j'aimais à dire qu'avant, je conseillais une entreprise en particulier, mon employeur, et que désormais, mes recommandations iraient à un très grand nombre», résume-t-il.

Hotline et groupes ÉdEX

Calculations, dossiers de soumission, dossiers d'appel d'offres liés aux marchés publics ne sont que quelques thèmes sur lesquels Andreas Schmidt-Ginzkey apporte son expertise, via la hotline ou en menant des groupes ÉdEx (pour Échanges d'expériences). «Je m'assure aussi que la documentation technique de la SSE soit conforme aux normes et comprise par tous les acteurs romands. Et, en parallèle, je collabore avec nos parties prenantes (dans les commissions de normes SIA ou VSS ou avec les maîtres d'ouvrages publics)», précise-t-il.

Défenseur de la voix francophone

Comme responsable technique et de l'économie d'entreprise pour la Suisse romande, Andreas porte la voix et défend les intérêts des sections et entreprises de cette partie linguistique. Un peu plus encore depuis la réorientation stratégique de la SSE il y a quatre ans: «Je souhaitais valoriser la Romandie pour qu'elle devienne une pierre angulaire de notre association. La direction l'a compris et engagé depuis pour le SRL des représentants des dicastères formant notre faitière», explique-t-il, satisfait. Et que voit-il comme prochain objectif? Obtenir plus de retours des sections pour créer des synergies et une position romande fidèle au poids de cette région du pays.

La baisse des primes Suva se poursuivra en 2024

Malgré une année 2022 difficile pour les placements et un résultat d'exercice négatif, la Suva peut procéder à un nouvel abaissement des primes dans la plupart des classes de tarif pour l'année 2024, et ce grâce au bon résultat technique et aux produits excédentaires du capital réalisés au cours des années précédentes. Lorsque les excédents alloués aux versements seront épuisés, les primes reviendront au niveau normal.



Plus d'infos sur les primes de la Suva

Nous construisons pour vous la Suisse

La plate-forme électorale nationale «Pour une Suisse constructive» est lancée. Soutenez les candidates et candidats de votre canton et accrochez la bache de chantier gratuite bien en vue sur vos chantiers.



Commandez votre bache de chantier directement sur le Shop.



Tournoi des écoliers aux CM de tir à la corde

Personne n'est trop petit pour se mesurer aux autres en tir à la corde. Plus de 300 enfants et adolescents âgés de 6 à 15 ans se sont mesurés le 30 août dans la BAUBERUF ARENA sur le campus de Sursee, en amont des championnats du monde. Bien entendu, il s'agissait aussi de gagner. Mais contrairement aux adultes, où il est question de force, de tactique et de travail d'équipe, le tournoi des écoliers était avant tout axé sur le plaisir. En collaboration avec le Campus Sursee, la SSE était le Leading Partner du championnat du monde et a profité de l'événement pour promouvoir professions-constructions.ch.



Pour en savoir plus sur les métiers de la construction



La baisse des commandes se poursuit

Au cours du premier semestre 2023, le secteur principal de la construction a réalisé un chiffre d'affaires de 11 milliards de francs, un chiffre globalement stable par rapport à la même période de l'année précédente. Au premier trimestre 2023 déjà, l'entrée de commandes affichait un recul d'environ 8% par rapport au premier trimestre de l'année précédente. Pratiquement tous les secteurs et toutes les régions sont concernés. Cela s'explique par la hausse des taux d'intérêt, le renchérissement des matériaux de construction et le ralentissement global de la conjoncture. Le niveau d'utilisation des capacités reste élevé et la situation en matière d'emploi est bonne. L'indice de la construction table sur une contraction de l'activité de construction à moyen terme. À l'heure actuelle, les deux indicateurs se maintiennent à un niveau élevé.



En savoir plus sur les chiffres trimestriels et l'indice de la construction